

Le lundi 21, les dirigeants des syndicats CGT de l'automobile étaient convoqués extraordinairement pour décider d'un mouvement d'ensemble dans la corporation pour le vendredi suivant. On y apprenait l'accord conclu par les Fédérations CGT et CFTC de la métallurgie pour une journée d'action « allant jusqu'à 24 heures de grève » et non comme auparavant « par tous les moyens, pétitions, délégations, débrayages, etc., etc. ».

Plusieurs délégations faisaient part de leur résolution prise dans la journée de décider une grève de 24 heures, comme celle de chez Renault et de chez Chausson à Asnières.

Les autres entreprises devaient prendre leurs dispositions dans les jours qui venaient, mais étaient favorables aux propositions.

Les interventions, y compris des permanents de la Fédération des métaux, étaient représentatives du changement de climat et d'orientation observé depuis l'Assemblée de Baillet.

Les bonzes, comme Beaumont et Vergonzannes, ex-champion de la particularisation-à-outrance, font des pas de géants, les ouvriers les y forcent.

Il fut décidé d'unifier les revendications communes à toutes les usines automobiles.

Il fut dit qu'il fallait répondre à deux désirs des travailleurs exprimés depuis le 3 octobre.

1° Faire grève plus de deux ou quatre heures.

2° Y aller tous ensemble.

Il fut conseillé d'organiser des grèves « actives », en appelant les travailleurs à venir sur les lieux de travail, à organiser des meetings, des défilés et à aller manifester au siège des patrons rue Boissière.

Ce n'est pas encore le Palais-Bourbon, mais nos bureaucrates deviennent audacieux.

Mais même la température d'une telle Assemblée n'est pas comparable à ce que les militants entendent dire par les travailleurs dans les usines. Encore bien des réticences, des suffisances, des conseils de « sagesse », de modération, comme Linet de chez Renault qui trouve certains des militants de l'usine trop échauffés et s'emploie de son mieux à leur verser de l'eau froide sur la tête. « Dame, ils croient que ça va marcher tout seul, une grève de 24 heures, ce n'est pas facile, et c'est d'ailleurs pour ça qu'il ne faut pas de piquets de grève ».

En même temps que cette Assemblée, siégeait la Commission administrative de la CGT : « Oh ! rassurez-vous, dit Beaumont en riant, elle ne décidera pas la grève générale ».

Un autre dit encore : « Il faut organiser des manifestations, des défilés de rue, oh bien sûr, il ne s'agit pas d'aller au Palais-Bourbon... ».

Ces remarques en appelant de plus pertinentes. De telles boutades veulent être des réponses à des exigences fixées par les travailleurs, elles traduisent les objectifs réels, possibles dès maintenant et mis de plus en plus en avant par les militants révolutionnaires, et ne fleurissent pas par hasard dans la bouche des dirigeants bureaucrates.

Elles prouvent également la volonté de ces derniers de retarder l'échéance, de freiner au maximum, de soustraire aux masses des objectifs radicaux, révolutionnaires.

Mais cette grande peur des bureaucrates (la grève générale, le Palais-Bourbon), les masses arriveront à la vaincre ou bien elles se passeront de leur permission.

En attendant, vive la journée du 25, préparation de la grève générale.

P. VINCENT.

Dans l'aviation, les travailleurs veulent se battre "tous ensemble"

Dans de nombreuses usines d'aviation, les baisses d'horaires, les licenciements inquiètent les travailleurs et posent des problèmes aux militants.

L'USTAS (branche aviation de l'USTM) et la presse ouvrière n'avaient donné aucune analyse de la situation actuelle de l'aéronautique. Les militants voulaient être informés. Ils ont fait pression sur l'appareil pour qu'une réunion soit faite.

Soixante-dix militants syndicaux des principales usines d'aviation se sont donc réunis le 11 octobre au 94, rue P-Timbaud.

La situation particulière de l'Aéronautique, la recherche d'informations sur la situation de chaque entreprise avec l'aide des comités d'établissement pour trouver les mots d'ordre particuliers, et naturellement, les actions particulières, telle fut l'orientation donnée par le secrétaire de l'USTAS.

A la fin du rapport d'ouverture, un militant manifesta le mécontentement général. Il critiqua l'absence d'analyse de la journée du 3 octobre — l'ordre du jour flou qui ne pouvait aboutir qu'à une discussion confuse.

Les militants présents entrèrent immédiatement dans le vif du sujet :

— « Les Comités d'établissement ont, en général noyé la lutte de classe dans la gestion des cantines et des arbres de Noël. »

— « Depuis le 3 octobre, les ouvriers attendent des mots d'ordre d'action. »

— « Les travailleurs veulent que l'action soit coordonnée. »

— « Que doit-on faire pour mobiliser les travailleurs contre les licenciements ? »

— « Les travailleurs ne veulent plus débrayer par atelier. »

— « Nous devons appeler à la formation de Comités de lutte. »

— « L'ambiance de cette réunion est bien au-

dessus de la combativité des travailleurs. »

— « Mon usine est prête à démarrer, les ouvriers veulent descendre dans la rue. »

En contradiction sur certains points avec Marcel Chevalier, Lucien Monjaux au nom de l'UD développa les points suivants :

1° Le plein emploi et la nécessité pour le patronat d'avoir un volant de chômeurs pour freiner la surenchère des salaires. L'utilisation de reconversions importantes dans les fabrications actuelles pour effectuer des licenciements dans la branche aviation.

2° La nécessité de lier les revendications avec la journée de lutte contre la guerre d'Algérie.

3° La nécessité de former des Comités d'action ou de lutte, Comités constitués à la base par les travailleurs et constamment sous leur contrôle.

4° Il fut beaucoup moins clair pour préciser l'orientation à donner à l'action. Il indiqua que nous allions à de grands mouvements, plus grands même qu'en 1936, qu'actuellement nous ne sommes pas encore prêts pour pousser plus loin l'action ; que nous n'avons pas le droit d'aller à un échec. Nous sommes bien convaincus des buts à atteindre, nous le désirons tous, quoique des concessions faites au cours de la lutte peuvent l'arrêter à un certain niveau ; actuellement nous devons agir dans les entreprises sur nos mots d'ordre particuliers par ateliers, chaînes, bureaux.

Dès qu'il eut terminé, un militant lui dit brutalement : « Tu ne nous as rien dit ! Que doit-on faire ? »

Chevalier appela au règlement du retard des cotisations — retard important, puis il conclut sur l'importance de l'utilisation des Comités d'établissement dans la situation politique et économique actuelle pour mobiliser les travailleurs dans chaque entreprise.

Le 9 octobre, les travailleurs du L.R.B.A. ont fait une grève de 2 heures à l'occasion de la journée revendicative nationale des travailleurs de l'Etat organisée par les Fédérations C.G.T. et C.F.T.C.

Dans le meeting qu'ils ont tenu au cours de cette grève ils ont adopté, à l'unanimité, un ordre du jour dont nous extrayons les passages suivants :

« Constatant que les mots d'ordre de journées nationales revendicatives par industrie ou par profession ont été suivis, ils pensent qu'un objectif commun à tous les travailleurs doit faire l'objet de la lutte de tous les travailleurs. C'est pourquoi ils mandatent leurs représentants syndicaux pour s'adresser aux différentes confédérations en vue de l'organisation d'une journée nationale de lutte inter-professionnelle, inter-industrie.

Ils demandent également aux différentes confédérations de définir un mot d'ordre revendicatif unificateur, qui non seulement serait un mot d'ordre de lutte contre la hausse des prix mais également pour l'augmentation des salaires, non seulement un mot d'ordre de lutte contre la misère mais encore pour le mieux-être.

En ce sens ils pensent que les mots d'ordre revendicatifs émis par leurs camarades de la métallurgie et du bâtiment de Loire-Atlantique peut servir de base aux revendications de toute la population travailleuse du pays.

Cette résolution sera adressée par les soins des syndicats C.F.T.C. et C.G.T., les deux seuls syndicats du L.R.B.A., à toutes les organisations syndicales d'ordre confédéral et notamment :

à la Confédération Générale du Travail (C.G.T.) ;

à la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.) ;

à la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (C.G.T.-F.O.) ;

à la Fédération de l'Education Nationale (F.E.N.) ».

Chez CHAUSSON

Dès lundi matin, les militants de la CGT se sont réunis et, après avoir examiné la situation, décidèrent de proposer aux travailleurs et aux autres syndicats, une grève de 24 heures dans toutes les usines du groupe, avec piquets de grève le matin aux portes.

Les militants de toutes les usines présents à la réunion, acceptèrent d'enthousiasme, expliquèrent que c'était ce que les gars attendaient.

Les interventions abondèrent dans ce sens. La journée du 3 octobre s'était bien déroulée, mais les travailleurs voulaient plus. « Ils désirent la grève générale ». Certains proposèrent d'occuper l'usine toute la journée. — « 24 heures sur le tas ». D'autres de faire des piquets, d'autres d'organiser une manifestation de rue et un meeting. Les propositions pleuvaient ; rarement on avait vu une telle ambiance.

Il fut décidé de proposer aux autres organisations syndicales le lendemain :

— D'abord une plateforme revendicative commune, existante depuis la grève de mai, mais muette sur le chiffre de l'augmentation de salaire horaire. Il fut décidé de proposer 40 francs.

— Piquets de grève.

— Meeting et manifestation dans la localité.

— Délégation au syndicat patronal, rue Boissière, à Paris.

Des vœux furent formulés pour voir les Fédérations de la métallurgie, reprendre le mot d'ordre de la journée du 25 et même vis-à-vis du Bureau confédéral de la CGT pour appeler à une journée dans toutes les corporations.

Un Correspondant.